



Du changement, du champ à l'assiette, pour tous

Le défi alimentaire consiste à nourrir la population mondiale qui pourrait passer de 6,5 à 9 milliards d'ici 2050. Pour y faire face, il faudrait, selon l'Organisation des Nations-Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) augmenter la production agricole de 70 % en moyenne¹. Or les ressources de notre planète sont limitées. Vers où nous dirigent les tendances actuelles et quelles orientations pouvons-nous prendre afin d'ouvrir de nouvelles perspectives ?

Ce défi comporte quatre facettes

La première, c'est la **quantité**. Il faudra produire de plus en plus de nourriture pour une population croissante et pour répondre à l'évolution de la demande alimentaire, notamment une consommation accrue de produits laitiers et de viande qui accompagne l'augmentation du niveau de vie. Il faudra aussi viser à réduire les pertes par gaspillage ou liées aux problèmes de stockage, conditionnement, transport.

La deuxième est la **répartition**. En effet, la production agricole actuelle pourrait nourrir la population mondiale. Pourtant, près de deux milliards de personnes souffrent aujourd'hui de malnutrition, que ce soit par manque (925 millions de personnes sont sous-alimentées en 2010)² ou par excès (près d'un milliard d'humains souffrent de suralimentation et de surpoids).

À propos de cette inégalité, Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations-Unies sur le droit à l'alimentation, rappelle : « *Il faut regarder la faim, non pas comme le résultat d'une mauvaise météo, de mauvaises récoltes, mais comme le résultat de choix politiques qu'on peut changer.* ».

La troisième concerne la **qualité** et l'impact des produits et des régimes alimentaires sur la santé.

La quatrième est la nécessité de **préserver la stabilité du climat et les ressources naturelles** qui se raréfient et se détériorent (terre, eau, biodiversité, énergie). L'agriculture est en effet à la fois à l'origine d'un épuisement de ces ressources et d'émissions de gaz à effet de serre et détentrice de capacités de captation du carbone et d'un potentiel de maintien et même d'enrichissement du capital naturel.

Le modèle productiviste et ses conséquences

Le siècle dernier a vu l'agriculture doubler sa productivité par l'extension du modèle productiviste accompagné par une industrialisation croissante et la disparition de nombre de petites et moyennes exploitations, au Nord comme au Sud, ainsi que l'allongement des chaînes de productions et de distribution.

Aux effets de l'industrialisation s'ajoutent ceux de la mondialisation et de la dérégulation des échanges agricoles et alimentaires induite par l'intégration de l'agriculture dans le champ du GATT (*General Agreement on Tariff and Trade*) puis de l'Organisation mondiale du commerce. Alors que les pays en développement voient leur situation s'aggraver encore par les effets des

Gaëlle Chapiro,
ingénieur
agronome et
membre du
service
Education
permanente de la
Fédération des
maisons
médicales.

Mots clés : alimentation, économie, environnement, développement, justice.

plans d'ajustements structurels qui leur sont imposés, les grandes puissances, aux rendements agricoles très élevés se protègent par des règlements sanitaires ou des règles de droit, un soutien financier à leur agriculture, et peuvent influencer sur le déroulement des négociations internationales. Cette dynamique conduit à la destruction des paysanneries par les exportations des pays développés qui cassent les prix alors que l'aide au développement stagne, est mal orientée et mal gérée. Elle engendre exode rural et déstructuration sociale et n'est pas compensée par le développement industriel, l'Etat Providence et l'avènement de la société de consommation comme ce fut le cas dans les sociétés du Nord. Or, l'agriculture occupe encore près de la moitié du monde. D'où le paradoxe suivant : trois quarts des personnes sous-alimentées sont des paysans pauvres victimes de la baisse de prix dictée par la libéralisation de échanges.

L'avenir des agriculteurs du Nord n'est cependant pas garanti comme en témoigne la crise du lait, exemple de l'impact au Nord et au Sud (où l'envoi des surplus du Nord détruit le marché local) de la dérégulation des marchés voulue par le modèle néolibéral et de la prise de pouvoir grandissante de l'industrie au dépend des producteurs (notamment par la contractualisation⁽⁴⁾ et des consommateurs).

Par ailleurs, les inégalités de répartitions sont présentes également dans les pays développés où subsistent des poches de malnutrition. Ainsi, aux Etats-Unis, 10 % de la population souffre de carences alimentaires.

Le système en place et en plein essor va ainsi à l'encontre d'une répartition égalitaire, tant des produits alimentaires issus de l'agriculture que des revenus qu'elle génère, qui se retrouvent concentrés dans les mains de quelques multinationales qui ont été jusqu'à breveter le vivant ! Ainsi les paysans qui depuis toujours gardaient une partie de leurs graines pour le semis suivant et disposaient d'une large variété de semences se voient-ils contraints de racheter leurs graines année après année !

Du point de vue environnemental, le modèle productiviste qui tend à la concentration, la

spécialisation et la standardisation (monoculture à grande échelle, disjonction culture et élevage...) est à l'origine de la dégradation des paysages et des milieux naturels, de l'épuisement du sol, de pollution de l'eau, notamment par les nitrates aux trois-quarts d'origine agricole. Il implique en effet une utilisation très importante d'eau, d'intrants chimiques, engrais et pesticides. Tuant toute vie dans les sols, il en détruit également les propriétés essentielles : rétention de l'eau, capture du carbone, et attente jusqu'au maintien même du substrat nécessaire à l'agriculture. Cela a mené l'agriculture dans un cercle vicieux de dépendance vis-à-vis d'intrants chimiques dont la production et l'utilisation sont sources de pollution. Pour s'en sortir, ce système semble surtout miser sur le développement technico-scientifique.

Aux niveaux énergétique et climatique, le secteur de l'agriculture est un grand consommateur d'énergie et est responsable de 25 à 33 % des émissions globales de gaz à effet de serre dont 18 % pour l'élevage, de manière directe (émissions d'origine animale ou liées à l'utilisation des intrants) ou indirecte (conversion du sol et déforestation, production des intrants de synthèse et utilisation de combustibles fossiles sur les exploitations).

L'élevage, et en particulier l'élevage industriel, a bien d'autres impacts négatifs sur la santé et l'environnement en raison notamment de l'utilisation importante d'antibiotiques et d'hormones, de son importante consommation de terres (80 % de la superficie agricole de la planète) et d'eau (8 à 10 fois plus d'eau que les céréales)⁵. La concentration trop élevée de fumier et lisier dans les élevages hors sol rend impossible leur réintroduction dans le cycle des nutriments locaux et est dès lors source de pollution de l'eau et d'émission de gaz à effet de serre au lieu d'enrichir le sol. Et qu'en est-il vraiment des risques sanitaires ?.

Pour ce qui est de la qualité des aliments produits, elle est à questionner en termes de contamination par les pesticides et engrais



notamment, sans parler des incertitudes sur l'innocuité des organismes génétiquement modifiés - OGM. S'ajoute à cela l'impact sur la santé du modèle de régime alimentaire (excès de viande, graisses, sucres, produits transformés et leurs additifs...) véhiculé par cette industrie et sa machine publicitaire. En effet, la suralimentation et le surpoids ou l'obésité qui l'accompagnent avec leur cortège de maladies chroniques associées (diabète de type 2, maladies hypertensives et cardio-vasculaires, certains cancers, etc.) constituent un problème croissant au Nord et au Sud^{10,11}.

Et enfin, liée à la complexité et à l'opacité de la filière agro-alimentaire, à la distance et à la disjonction croissante entre producteurs et consommateurs, on observe également une montée des peurs alimentaires là où la faim ne menace plus⁶.

Deux sujets d'actualité, le développement des agro-carburants^(b) et l'accaparement des terres^(c) exercent également une pression et une menace supplémentaires sur les petits producteurs et plus largement sur la souveraineté alimentaire.

Nourrir le monde en poursuivant l'intensification de la production par une minorité de producteurs, avec un évident objectif économique d'exportation est à exclure tant pour les raisons sociales, qu'environnementales et d'autant plus qu'au niveau politique, l'arme alimentaire est un véritable facteur de puissance. La FAO relève d'ailleurs que les affrontements culturels et religieux peuvent cacher des stratégies d'appropriation de l'espace, des ressources. Et d'un point de vue économique, ce système ne semble tenir la route que parce qu'il externalise les coûts sociaux et environnementaux, assumés dès lors par chacun d'entre nous à des degrés divers et non par l'agro-industrie qui encaisse les bénéfices.

Dans ce secteur, les principes libéraux constituent donc un contre-sens car le modèle agricole qui en découle se révèle insoutenable à tous niveaux.

Des alternatives pour relever les multiples facettes de ce défi

Parallèlement à l'avancée de l'agro-industrie et de la grande distribution, se développent l'agro-écologie, des mouvements de soutien à l'agriculture paysanne et biologique ainsi que d'autres modes de commercialisation tels que le commerce équitable et les circuits courts. Et de plus en plus, les institutions internationales s'y intéressent.

En 2009, le rapport de l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (EICSTAD)^(d) appelle à un changement de paradigme dans les modes de production agricole. Il pointe notamment comme priorités d'action l'investissement dans des systèmes de production durable, la promotion des modèles agricoles basés sur la biodiversité locale et un soutien accru aux petits producteurs, avec l'objectif de produire des aliments de qualité en quantité suffisante et, surtout, de manière durable.

Selon la FAO, l'agriculture biologique est à même de répondre à la demande en quantité et donc de nourrir le monde car les rendements des exploitations très intensives baisseraient mais ceux des 2,5 milliards de paysans aujourd'hui les plus pauvres doubleraient. Une des priorités devrait donc être de concrétiser le potentiel massif d'accroissement des rendements des petites exploitations familiales.

Par ailleurs, si la production doit s'adapter, c'est également le cas de la consommation, tant du point de vue des limites de la planète que du corps humain. Il s'agit donc de (ré)adopter un régime opposé à celui encouragé par l'agro-industrie. Le régime à dominante végétale de type méditerranéen ressort comme capable de répondre à la fois aux exigences nutritionnelles et environnementales, et cela pour une population mondiale en croissance, tout en réduisant la pression des systèmes agricoles et alimentaires sur l'environnement. Ces changements de comportements seraient également profitables en terme de santé.

b. A titre d'exemple, agro-carburants et élevage industriel accaparent un quart de la récolte de maïs aux Etats-Unis⁵, part qui ne cesse de croître. Un plein de cinquante litres d'éthanol nécessite 232 kilos de maïs, qui pourraient fournir assez de calories pour faire vivre un enfant pendant un an. Les agro-carburants impliquent une perte importante de surface agricole pour une efficacité énergétique globale et une réduction des émissions de gaz à effet de serre toutes relatives si on prend en compte la déforestation liée, l'énergie à investir dans la transformation, etc.

c. Il s'agit de l'accaparement des terres fertiles des pays pauvres par des fonds d'investissement ou d'autres gouvernements.

d. Il s'agit d'une démarche intergouvernementale très intéressante qui a réuni plusieurs institutions internationales :

la FAO, le Programme des Nations-Unies pour le développement, le Programme des Nations-Unies pour l'environnement, l'UNESCO, le Fonds mondial pour l'environnement, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé.

e. Exercice de modélisation réalisé par un groupe d'experts

La question cruciale de la répartition doit obtenir une réponse politique et structurelle. En ce sens, la première priorité devrait être la souveraineté alimentaire. Il s'agit du droit des peuples à un accès régulier, permanent et libre à une alimentation adéquate et suffisante, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres politiques alimentaires et agricoles, sans que celles-ci portent préjudices aux droits des autres peuples. Indispensable pour un changement des rapports de force, elle passe à la fois par le soutien à l'agriculture familiale et à petite échelle et par une maîtrise de la mondialisation pour gouverner le marché. Il s'agit donc de viser d'abord l'augmentation du degré d'autosuffisance des régions notamment par une priorité absolue accordée aux cultures vivrières par rapport aux cultures d'exportation, de soutenir la diversification de la production, de privilégier les circuits courts et marchés locaux, de régionaliser les réseaux

d'approvisionnement. Les échanges peuvent être profitables s'ils sont bien maîtrisés sans quoi un paysan marginal n'aurait aucune chance face à l'agriculteur d'une grande puissance agricole comme les Etats-Unis qui produit 2000 fois plus que lui⁵. Dans ce sens, protections nationales et régionales, régulation de l'offre mondiale, lutte contre la volatilité par la constitution de stocks alimentaires, interdiction de spéculer sur les matières premières agricoles sont des éléments clefs. Le raccourcissement des chaînes agro-alimentaires est également important sans quoi le producteur et le consommateur risquent bien d'être privés respectivement d'une hausse ou d'une baisse des prix.

Le développement de l'agriculture urbaine et périurbaine s'inscrit également dans la logique de la souveraineté alimentaire. Comme l'a souligné la FAO le 5 juin 2005 à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement, avec la croissance rapide des villes, cette forme d'agriculture joue un rôle de plus en plus important dans l'alimentation des citadins. C'est principalement dans les villes que vont s'accroître la population ainsi que le taux de pauvreté, et les dépenses alimentaires y constituent 60 % ou plus du budget familial. L'agriculture urbaine procure des produits de proximité (réduisant coût du transport et pertes liées à celui-ci), diversifiés, de qualité et améliore ainsi les régimes alimentaires urbains. La vente de surplus peut même générer de petits revenus.

Selon le modèle développé par Agrimonde⁽⁶⁾, il ne s'agirait certainement pas d'effectuer un retour en arrière mais bien de développer des innovations radicales en s'appuyant sur une diversité des systèmes (et une adaptation aux conditions locales) au niveau des espèces cultivées, de la taille et de la forme entrepreneuriale des exploitations agricoles, de la transformation et de la distribution, des régimes alimentaires! alors qu'aujourd'hui l'agrobusiness travaille activement à concentrer et uniformiser production et consommation.

Pour faire face aux enjeux de qualité et santé et de préservation des ressources et du climat, il est nécessaire de promouvoir des formes d'agriculture durable. Or, l'agriculture





biologique est plus respectueuse de la santé des agriculteurs, des consommateurs et de l'environnement. Elle s'appuie et soutient les écosystèmes locaux en profitant des propriétés régénératrices des sols, de l'eau... (lutte intégrée, culture sous couvert végétal, variétés mieux adaptées, gestion de l'eau...).

Ainsi, par rapport à l'agriculture conventionnelle, elle piège beaucoup mieux le carbone dans les sols, dégage moins d'azote, retient de 20 à 40 % plus d'eau (grâce à sa richesse en matière organique qui joue un rôle d'éponge) et n'utilise pas d'intrants issus du pétrole ! L'agriculture biologique est de plus tout à fait adaptée à l'agriculture familiale à taille humaine, avec une pratique de la polyculture-élevage qui permet de produire l'alimentation du bétail et d'enrichir le sol en retour grâce au fumier⁵. L'agriculture paysanne familiale, avec ses savoirs et pratiques transmis de génération en génération est généralement développée dans le sens d'une exploitation respectueuse des potentialités du milieu.

L'agriculture paysanne et biologique contribue également au maintien d'une biodiversité (banque de semences) essentielle pour faire l'adaptation aux changements climatiques. Or, les trois quarts de la diversité génétique des plantes agricoles a disparu des champs au XX^{ème} siècle.

Diversité et agro-écologie permettent également de réduire la dépendance des producteurs par rapport au pétrole, aux intrants, aux brevets.

Le développement d'une agriculture de qualité et de circuits plus courts et transparents contribuerait également à dissoudre les angoisses alimentaires.

Concrètement, que faudrait-il mettre en place ?

Selon la FAO, « *tout est affaire de volonté politique éclairée par les progrès de la connaissance [...]* ».

La recherche est donc primordiale et à poursuivre dans une perspective transversale, participative et d'ouverture, dans le sens d'AgriMonde ou de l'EICSTAD.

Sur le plan politique, aux côtés des organisations non gouvernementales, des organisations paysannes et des consommateurs, les Etats jouent un rôle central dans le développement potentiel de l'agriculture paysanne et biologique aujourd'hui écrasée par le modèle industriel. Comme l'indique le récent rapport sur le droit à l'alimentation, l'accès à la terre et la sécurité d'exploitation sont fondamentaux. La régulation du marché et un soutien aux petites et moyennes exploitations est indispensable et donc une réforme des politiques agricoles en ce sens est nécessaire. La crise du lait a sans doute permis des prises de conscience à ce niveau.

Il est également nécessaire de travailler à la cohérence des politiques agricoles, nutritionnelles, environnementales et de coopération pour la mise en place d'une politique alimentaire mondiale.

Par ailleurs, le développement des actions citoyennes individuelles et collectives est à poursuivre sur le chemin de cette transformation, tant par une mobilisation politique en vue d'obtenir les changements nécessaires à ce niveau que par des gestes quotidiens et des projets concrets.

François Houtard nous dit de la souveraineté alimentaire qu'elle est « *l'expression d'une philosophie qui essaye de remettre l'être humain au centre des préoccupations, de renverser l'ordre des valeurs dans la définition même de l'économie, de réorienter le rapport à la nature le faisant passer de l'exploitation au respect, bref de faire réfléchir sur les fins et pas seulement sur les moyens* ».

Le défi alimentaire de ce XXI^{ème} siècle pourra donc être relevé grâce à la solidarité et au changement dans les rapports de force, dans les relations à la nature, à l'alimentation, à l'autre, par une restauration du lien social.

Agir solidairement pour soutenir des petits producteurs, c'est réduire le pouvoir de l'agrobusiness au profit de tout citoyen du monde, c'est donner une chance au (re-) développement d'une agriculture de qualité. ●

et animé par
l'Institut
national de la
recherche
agronomique
(INRA) et le
Centre de
coopération
internationale en
recherche
agronomique
pour le
développement
(CIRAD).

Un document téléchargeable sur le site de la Plateforme pour la souveraineté alimentaire (www.pfsa.be) (au Nord et au Sud) rassemble des pistes d'action pour tout citoyen en invitant chacun à tisser des liens entre actions politiques pour un changement de modèle de société et changements individuels dans la consommation quotidienne. En voici quelques points réalimentés :

- s'informer et faire circuler l'information sur l'impact de nos choix de consommation.
- éviter au maximum les produits des multinationales qui imposent des rapports inégaux avec les producteurs.
- consommer mieux et moins : des produits locaux et de saison, de préférence issus de l'agriculture biologique ou intégrée.
- consommer moins de poisson et de viande et plutôt volaille ou porc que bœuf.
- privilégier les circuits courts : marchés, magasins locaux, groupe d'achats commun - GAC et systèmes collectifs de paniers fermiers, jardins et potagers partagés notamment en ville qui s'inscrivent dans le mouvement de l'agriculture urbaine.
- participer à la relocalisation de l'économie et réduire drastiquement sa dépendance au pétrole et ses déplacements en voiture (en lien avec la problématique des agro-carburants).
- rester critique vis-à-vis de la grande distribution qui use de sa position dominante, exerce une pression sur les volumes et les prix (pour le bio par exemple) et n'hésite pas à proposer des pommes de Nouvelle-Zélande ou d'Argentine, des pommes de terre d'Israël, des haricots du Kenya...
- accepter de payer les produits alimentaires à des prix qui couvrent l'ensemble des coûts de production et donc de voir réaugmenter la part du budget des familles destinées à l'alimentation [bien que certains gestes permettront une économie tels que supprimer des achats inutiles comme eau en bouteille, sodas ou encas sucrés, ou participer à un GAC, à un potager collectif, éviter le gaspillage alimentaire...].
- privilégier les produits frais ou transformés dans les coopératives et entreprises d'économie sociale.
- s'impliquer politiquement comme citoyen, en cohérence avec ces principes.



A voir

« Je cultive, donc j'ai faim ! » sur www.sosfaim.org
« Une pêche d'enfer » sur www.pfsa.be.

« H1N1 : pourquoi c'est tombé sur les Mexicains ? », 36.9°, magazine santé de la Télévision suisse romande du 2/12/09 sur www.tsr.ch.

Vers un crash alimentaire. Film documentaire d'Yves Billy et Richard Prost. Andanafilms 2008.
« L'énergie de la communauté : comment Cuba a survécu au pic pétrolier » et visiter www.powerofcommunity.org

A lire

Privés de terre, privés d'avenir. Septembre 2010. Dossier d'Oxfam France et Agronomes & vétérinaires sans frontières. www.privésdeterre.org.
« La petite agriculture familiale peut nourrir le monde », Dossier de *La Revue Durable* n°37, mars-avril-mai 2010.

Buysse N., « Crise laitière : quand l'industrie prend les commandes », *Revue Valériane* n°80, nov-déc 2009 de *Nature & Progrès*. À lire aussi sur www.mondequibouge.be.

Agriculture urbaine et jardins partagés en Belgique : www.haricots.org.

Accaparement des terres : <http://farmland-grab.org/>

Les agro-carburants, voir notamment les articles de M. Helin, *Les agro-carburants, pire que l'énergie fossile ?* paru le 1er février 2010 sur www.mondequibouge.be et de P. Titeux, *Manger ou conduire, il faudra choisir !* paru le 20 juin 2008 sur www.iewonline.be.

Lutter contre la faim, un combat politique, Interview d'Olivier De Schutter à lire sur www.mondequibouge.be.

Autres références

Bulletin de l'OMS – 1er février 2010.

Collomb P., *Une voie étroite pour la sécurité alimentaire d'ici à 2050.* FAO, 1999.

FAO, *Agriculture urbaine et sécurité alimentaire,* salle de presse 5 juin 2005.

FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde,* 2010.

Hervieu B., *Le développement durable : une nécessité pour nourrir le monde ?*, Dossier de l'environnement de l'INRA n°27. 2002.

Houtard F., *Souveraineté alimentaire plutôt que sécurité alimentaire,* Publié le 3 septembre 2010 sur www.cetri.be.

OMS, *Régime alimentaire, nutrition et prévention des maladies chroniques. Rapport d'une consultation OMS/FAO d'experts 2003.* Série de rapports techniques ; 916.

OMS, *Obésité : prévention et prise en charge de l'épidémie mondiale,* Série de Rapports techniques, 894.

Paillard S. et Treyer S., *Nourrir la planète : deux scénarios.* Futuribles n°364 – juin 2010.

Rapport de l'EICSTAD, *L'agriculture à la croisée des chemins,* 2009. Téléchargeable sur www.agassessment.org/

Rapport du Rapporteur spécial des Nations-Unies sur le droit à l'alimentation du 11 août 2010, *Le droit à l'alimentation.*

Redlingshöfer B., « Vers une alimentation durable ? Ce qu'enseigne la littérature scientifique », *Courrier de l'Environnement de l'INRA* n°53, décembre 2006.

